

PREFET DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Centre

Bourges, le 6 novembre 2013

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES

SITA CENTRE OUEST

Commune de MARMAGNE

**Rapport relatif à la demande
de bénéfice de l'antériorité**

Objet : Installations classées. Demande de bénéfice des droits acquis liés à l'antériorité et actualisation de la situation administrative.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par courriel cité en référence, monsieur le préfet du Cher a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction, la demande de bénéficier du droit acquis lié à l'antériorité suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour les rubriques du secteur des déchets présentée par la société SITA CENTRE OUEST pour le site qu'elle exploite lieux-dits « Les neiges » et « le Champ Doré », sur la commune de Marmagne (Cf. plan de situation annexé au présent rapport).

1. Présentation de l'établissement

La société SITA CENTRE OUEST, dont le siège social est situé sis 6 rue Gaspard Monge, ZA de Conneuil sur la commune de Montlouis-sur-Loire, exploite des installations de compostage dans son établissement situé lieux-dits « Les neiges » et « le Champ Doré », sur la commune de Marmagne.

Elle est autorisée à exploiter ces installations par l'arrêté préfectoral n°2006.1.1422 du 20 novembre 2006.

Le tableau suivant résume la situation administrative actuelle de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

.../...

PJ : 1 projet d'arrêté préfectoral complémentaire
1 plan de situation

Copie à : DREAL Centre - SEIR

RUBRIQUE	DESIGNATION DES ACTIVITES	VOLUME D'ACTIVITE	Régime
167 a	Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères). a) stations de transit.	20 000 t/an	A
322 A	Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement des). A. stations de transit, à l'exclusion des déchetteries mentionnées à la rubrique 268 bis.		
167 c	Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères). c) Traitement par compostage.	Déchets organiques : 20 000 t/an Bois : 10 000 t/an	A
322 B.3	Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement des). B. Traitement. 3. Compostage.		
2710-1	Fabrication des engrais et supports de culture à partir de matières organiques.	28 t/j	A
2260-1	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail.	508 kW	A
1530-b	Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues.	20 000 m ³	D
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (Dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole.	30 000 m ³	D
2564-3	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc...) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques.	150 l	D
2920-2.b	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁻⁵ Pa, : 2. Dans tous les autres cas.	400 kW	D
1432	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430.	3 m ³	NC
1434	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution). 1. Installations de chargement de véhicules – citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur.	0,8 m ³ /h	NC
2930	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur.	600 m ²	NC

A (autorisation), D (déclaration) ou NC (non classé).

2. Demande d'Antériorité suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et actualisation des prescriptions

2.1. Contexte réglementaire de la modification de la nomenclature pour certaines rubriques du secteur des déchets

Le décret n° 2009-1341 du 29 octobre 2009 modifie la nomenclature des installations classées en créant de nouvelles rubriques dans le traitement biologique des déchets. De plus, le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, modifie la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en créant de nouvelles rubriques en remplacement des rubriques 95, 98 bis, 128, 129, 167, 245, 286, 322, 329 et 2799.

Eu égard à ces évolutions réglementaires, il a été demandé à l'exploitant de se positionner par rapport aux nouveaux seuils de classement introduits, afin, le cas échéant, de faire valoir son fonctionnement au bénéfice du droit acquis lié à l'antériorité. En effet, l'article L. 513-1 du code de l'environnement précise que les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation ou déclaration à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret.

2.2. Présentation de la demande

Par courrier du 22 octobre 2010 complété le 12 mars et le 5 septembre 2013 transmis à la préfecture du Cher, la société SITA CENTRE OUEST a demandé à bénéficier du droit acquis lié à l'antériorité.

Le décret n° 2009-1341 du 29 octobre 2009 a notamment créé les rubriques 2780-1, 2780-2 et 2780-3 (installations de compostage) et le décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 a créé le régime de l'enregistrement pour la rubrique 2780-1. Ces rubriques remplacent pour le site les rubriques 167-c (compostage de déchets issus d'installations classées) et 322-B3 (compostage d'ordures ménagères et autres résidus urbains) de la nomenclature pour le compostage des déchets entrant sur le site. Les quantités, définies auparavant en quantités entrant sur le site par an, pour les rubriques 167-c et 322-B3, sont dorénavant exprimées en tonnes de déchets compostés par jour. Les tonnages définis par l'exploitant au titre de la rubrique 2780 sont inférieures aux tonnages de déchets compostés présentés dans le dossier de demande de modification des conditions d'exploiter de 2005. Cette modification a fait l'objet de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2006.

Il est à noter que le dossier de 2005 précité mentionne que le site peut recevoir des cendres sous chaudières afin d'être utilisées ensuite dans le compostage. La liste des déchets admissibles sur le site pour le compostage annexée à l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2006 doit être complétée en conséquence.

Le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées a créé certaines rubriques dans le secteur des déchets dont la rubrique 2791 (traitement de déchets non dangereux). Cette rubrique concerne le broyage de déchets de bois transitant sur le site. Elle remplace notamment les rubriques 167-a et 322-A (transit de déchets). Les activités du site relèvent du régime déclaratif sous la rubrique 1530 (dépôt de bois) pour le stockage de bois avant et après broyage. Cette activité étant connexe au broyage du bois, les installations du site ne relèvent donc plus de la rubrique 1530 mais de la rubrique 2791.

2.3. Contextes réglementaires de la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour d'autres rubriques

▪ Rubrique 1435 (stations-service)

Le décret n°2010-367 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées et ouvrant certaines rubriques au régime de l'enregistrement, a créé notamment la rubrique 1435 (Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.). Suite à cette modification de la nomenclature, les installations de distribution de liquides inflammables du site, relevant de la rubrique 1434-1b (installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables), compte tenu de leurs caractéristiques, relèvent désormais de la rubrique 1435. Le site est non classable sous cette rubrique.

▪ Rubrique 2920 (installations de réfrigération ou de compression)

Le décret n° 2010-1700 du 30 décembre 2010 modifiant la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement relative à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, a modifié les critères et seuils de classement pour la rubrique 2920. Désormais, seules les installations de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques sont classables sous cette rubrique. Les caractéristiques des installations du site (compresseur) amènent à conclure qu'elles ne relèvent pas de la rubrique 2920.

2.4. Modification des activités du site

▪ Rubrique 2564 (dégraissage par des solvants organiques)

L'établissement relève du régime déclaratif sous la rubrique 2564 (cuve de 150 litres de solvants organiques utilisée pour le dégraissage). Cette activité n'a jamais été mise en place sur le site et l'exploitant, dans sa demande d'antériorité, souhaite supprimer le classement sous cette rubrique. Les activités de l'établissement ne relèvent donc plus de cette rubrique.

▪ Forage des eaux souterraines

Les articles 4.1.1 et 4.1.2 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2006 fixent des prescriptions relatives à l'exploitation d'un forage dans les eaux souterraines pour l'alimentation en eau du site en complément des prélèvements d'eau effectués sur le réseau communal d'eau potable. L'exploitant a demandé par courrier du 7 juillet 2011 à supprimer cette prescription puisque cet ouvrage n'a jamais été mis en place. Le projet d'arrêté préfectoral abroge les prescriptions relatives à l'exploitation d'un forage dans les eaux souterraines.

La situation administrative de l'établissement est désormais la suivante :

RUBRIQUE	DESIGNATION DES ACTIVITES	VOLUME D'ACTIVITE	Régime
2780.1.a	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires : la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 50 t/j.	72 t/j	A
2780.3	Compostage d'autres déchets.	1 t/j	A
2791.1	Installations de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 2 t/j et inférieure à 20 t/jj.	28 t/j	A
2780.2.b	Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agro-alimentaires, seuls ou mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780.1 : la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 2 t/j et inférieure à 20 t/jj.	2 t/j	D
1432	Liquides inflammables (stockage en réservoir manufacturé de).	3 m ³	NC
1435	Station-service : installations ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant distribué est inférieur ou égal à 100 m ³ .	5 m ³	NC
2930	Ateliers d'entretien et de réparation de véhicules et engins à moteur y compris activités de carrosserie et tôlerie.	600 m ²	NC

A (autorisation) D (déclaration) ou NC (non classé)

De ce qui précède, la demande de la société SITA CENTRE OUEST de bénéfice de l'antériorité est présentée dans l'année suivant les publications des décrets du 29 octobre 2009 et du 13 avril 2010 précités. En conséquence, elle est recevable et le tableau de classement des activités de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement doit être modifié.

3. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Suite aux modifications de certaines rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement notamment dans le secteur des déchets et suite à la demande du pétitionnaire de bénéficier de l'antériorité, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Cher de lui accorder ce bénéfice et d'acter cette évolution administrative en actualisant le tableau de classement des activités du site.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Cher de réserver une suite favorable à la demande de l'exploitant, relative à la suppression des

prescriptions fixant les conditions d'utilisation d'un forage permettant le prélèvement dans les eaux souterraines, en les abrogeant.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Cher de réserver une suite favorable aux 2 demandes de l'exploitant en modifiant l'arrêté préfectoral n°2006.1.1422 du 20 novembre 2006 par voie d'arrêté préfectoral complémentaire conformément à l'article R 512-31 du code de l'environnement.

Un projet d'arrêté préfectoral à cet effet est joint au présent rapport.

En application de l'article R 512-31 du Code de l'Environnement, le projet d'arrêté préfectoral doit être présenté, pour avis, au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

L'inspecteur des installations classées,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme,
à monsieur le préfet du Cher,
Pour le directeur régional,
Le chef de la première subdivision du Cher,

Signé

